

L'Europe, matrice de l'Occident

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicomm, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006).

L'auto-suggestion et la crédulité des thuriféraires de la « construction européenne » ont pu laisser penser que l'accord entre les gouvernements des Vingt-Sept sur les termes du Traité de Lisbonne ouvrait la voie à une Union renforcée, nouvel acteur global des relations internationales. Le « non » irlandais au référendum du 12 juin 2008 a fracassé l'illusion volontariste et la « construction européenne » se révèle être un infernal jeu de Lego. En l'état actuel des choses, le déni de réalité semble prévaloir et l'on parle d'un simple « incident ». Comme de rigueur, les esprits les plus analytiques invoqueront l'absence d'« Europe sociale » et les limites d'une « Europe des citoyens » (le défaut de proximité des institutions communautaires). L'Union européenne aurait-elle donc pour mission de mettre le monde entre parenthèses et de se substituer aux patries charnelles ? Les explications d'ordre socio-économique et psychologique nous en apprennent plus sur les mentalités contemporaines que sur l'Europe. La non-reconnaissance des héritages qui fondent en propre ce « continent spirituel » et le rejet de toute référence positive à l'Occident, notion polémogène par excellence, privent de légitimité l'entreprise d'unification de l'Europe. Pourtant, le nouveau ne peut naître que du plus ancien.

The self-suggestion and credulity of the "European construction" thurifers seemed being able to suggest that the agreement between the governments of the Twenty-Seven in accordance to Lisbon Treaty gave way to a strengthened Union, turned into a new global actor of the international relations. On June 12th 2008, the "no" to the Irish referendum has shattered the illusion of "volontarisme" and the "European construction" is proving to be an infernal Lego game. As things stand, the denial of reality seems to prevail and one talk about a mere "incident". As usual, the most analytical minds will explain this failure by a non-existent "social Europe" and "Europe of citizens". Would the European Union mission be to put into brackets the outside world? Could it pretend to replace motherlands? The socio-economic and psychological explanations learn us more about contemporary attitudes than on Europe. The non-recognition of the European heritages which are founding this "spiritual continent" on its own deprives of legitimacy the unification of Europe; it's the same with the rejection of any positive reference to the West, a polemic notion. However, the new order can only be born from the ancient one.

Les temps longs de l'histoire, les héritages philosophiques, religieux et spirituels qui fondent l'Europe en propre, offrent largement matière à l'élaboration d'un « grand récit » et de représentations géopolitiques mobilisatrices d'énergies. En leur temps, De Gaulle et Adenauer avaient su trouver les mots et les gestes pour traduire leur ambition politique. Les deux hommes se référaient à la Chrétienté et à la communauté d'origine carolingienne de leur nation respective ; De Gaulle comparait même l'édification de l'Europe à celle d'une cathédrale. D'une manière générale, ceux que l'on nomme les « pères fondateurs » de l'Europe (Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide Gasperi) entendaient prolonger sur le plan politique l'unité de civilisation des nations européennes. La chose allait alors de soi ; le déni des origines et la haine de la chair, occultée par le pansexualisme et l'obsession orgasmique, n'avaient pas encore ravagé l'esprit public.

De fait, l'unification des nations de l'Ancien Monde achoppe aujourd'hui sur l'ambiguïté du terme d'« Europe » dans son acception contemporaine. Si pour les « bons Européens » (Nietzsche) ce mot évoque toujours des représentations impériales et civilisationnelles, du type « PanEurope », il n'en reste pas moins que l'« Europe », en tant que projet, est présentée comme une entreprise de dépassement des phénomènes de puissance et de sortie du politique. Les jeux de l'échange, la religion de l'humanité et la redistribution des fruits de la croissance résumerait l'« être-ensemble » des Européens. Dans la même veine, la lutte contre le réchauffement climatique est prétexte à une débauche de moralisme et de consensualisme censés légitimer l'Union européenne en tant que construction post-moderne. On ne compte guère de dirigeants politiques pour expliquer à leurs peuples qu'il s'agit tout simplement d'unir les Européens pour relever les défis existentiels qui menacent de les balayer et pour « persévérer dans l'être ». A l'évidence, ces représentations mentales, les psychismes qui les génèrent et les idéologies douces qui mettent en forme ces « résidus » (au sens parétien du terme) ne sont guère propices à la mue de l'Union européenne en une unité de sens et de puissance, dotée de capacités diplomatiques et militaires.

Les temps présents nous invitent donc à explorer le sens et la portée du géonyme « Europe », ainsi que celui d'« Occident », et à rappeler les représentations géohistoriques qui leur sont associées. Avant de désigner un *continuum* géographique s'étendant de l'océan Atlantique jusqu'aux monts Oural, le mot grec « Europe » désigne diverses déesses et héroïnes dont la plus célèbre est enlevée par Zeus taurin et transportée en Crète, où elle donne naissance au roi Minos. Le mythe renvoie donc l'Europe à la thalassocratie créto-achéenne et de fait le continent européen est profondément lié à la mer, tant sur le plan géographique (les îles, les péninsules et les isthmes d'Europe distinguent le « petit cap de l'Asie » de la masse terrestre eurasiatique) et historique, de Pythéas le Massaliote aux Grandes Découvertes. C'est en s'éloignant de l'Orient que l'Europe se constitue comme unité de civilisation d'où d'étroites connexions avec l'Occident (le Couchant, là où le soleil se meurt).

L'étymologie sémitique du mot « Europe » n'est certes pas pleinement attestée mais elle fait référence à l'Occident. Ainsi ce mot pourrait-il provenir de l'assyrien « Ereb » qui désigne le Couchant. Selon une autre étymologie, « Europe » serait de souche indo-européenne et signifierait « aux larges yeux » ou au « vaste regard ». Désignant initialement l'œil et le regard, *op* est devenu un suffixe de direction et l'on suppose que « large » ou « vaste » désigne la terre ; Europe renverrait donc à la vaste terre que l'on embrasse du regard. Les Anciens Grecs nommaient ainsi la Grèce continentale, par opposition au Péloponnèse et aux îles égéennes, puis l'ensemble du continent, par opposition à l'Asie et à la Libye (l'Afrique). Cette distinction se retrouve dans la polarité Orient-Occident qui est l'une des grilles d'interprétation des guerres médiques (492-490 et 480-479 avant Jésus-Christ).

A ce stade de l'analyse, on comprend que l'Europe n'est pas un simple espace géographique mais constitue aussi et surtout une communauté de civilisation. L'historien Michel Mourre le rappelle avec force et concision : « Depuis l'instauration de la *pax romana*, au début de l'époque impériale, l'Europe occidentale a connu une civilisation commune qui reposait essentiellement sur la parenté raciale de ses divers peuples, tous d'origine indo-européenne, sur le commun héritage romain et germanique, enfin sur le christianisme et l'oeuvre accomplie par l'Eglise des temps barbares et du moyen-âge » (1). Selon l'expression consacrée, « l'Europe a l'Empire pour mémoire » et la nostalgie de l'unité primordiale perdue est une ligne de force de l'histoire européenne. Ce mythe unitaire est à l'origine de diverses représentations géopolitiques formulées dans des cadres spatiaux aux limites variables selon les époques et les contextes politico-stratégiques.

Consécutivement, le géonyme « Europe » a donc un sens politique et polémologique, ce qui nous ramène aux questions de défense et de sécurité. A partir du conflit inaugural entre Grecs et Perses, il désigne les terres à l'ouest de la mer Egée et cet espace incarne civilisation et liberté, par opposition à la barbarie et à la servitude. Dans les siècles qui suivent, les Perses sont remplacés par les Huns puis par l'Islam conquérant des Arabes. Lorsque Charles Martel et ses guerriers francs écrasent les Sarrasins à Poitiers, le 25 octobre 732, cette victoire est célébrée comme celle des « *Europenses* » (voir le poème anonyme écrit en latin par un chrétien de Cordoue au milieu du siècle); en ce Haut Moyen Age, le concept d'Europe est porteur d'un réel contenu culturel et religieux. D'autres figures de l'« Asiate » se succèdent : l'Islam des Ottomans puis les peuples et cultures d'Extrême-Orient (voir le « péril jaune » au seuil du XX^e siècle).

On se pose en s'opposant et c'est la conscience d'une menace externe commune qui suscite divers projets d'unité européenne ; les réactions suscitées par la forte poussée ottomane nous en offrent maints exemples. Suite à la chute de Constantinople, le 29 mai 1453, Erasme en appelle à l'union des nations d'Europe contre le Turc et le Saint Pontife, Pie II, prône le rassemblement des « *Européens* » au sein d'une « *défense commune* » de la *Res Publica Christiana*. En 1464, Georges Podiebrad, roi de Bohême, propose l'établissement d'une confédération européenne sous le titre de « *Traité d'alliance et confédération entre le roy Louis XI, Georges, roy de Bohême, et la Seigneurie de Venise, pour résister au Turc* ». Les Etats membres fonderaient une assemblée d'ambassadeurs, sise à Bâle, soumettraient leurs différends à une cour de justice et se doteraient d'une force armée commune financée par le produit des dîmes ecclésiastiques. Bien d'autres remettront ensuite l'ouvrage sur le métier. Citons notamment le « *Grand Dessein* » de Sully, auteur d'un plan pour l'Europe présenté dans ses *Sages et royales Economies* en 1662. Rassemblant sous l'autorité d'une même juridiction les monarchies et républiques d'Europe, cette Confédération d'Etats assurerait sa défense par l'établissement de marches contre les Turcs, les Moscovites et les Tatars. Là encore, la dimension militaire est présente.

Des exemples historiquement plus proches illustrent et montrent le caractère structurant d'une menace extérieure. Retenons simplement l'ombre portée du bolchévisme sur les frontières occidentales de la « Russie-Soviétique » dans la vision paneuropéenne du comte Coudenhove-Kalergi (« PanEurope » est publié en 1923). Portées par le Mouvement Paneuropéen, les idées de Coudenhove-Kalergi sont à l'origine du projet de « Fédération européenne », projet soutenu par Aristide Briand dans l'entre-deux-guerres. Quant à la

Communauté économique européenne, elle a d'abord été précédée par l'Union occidentale, transformée en Union de l'Europe occidentale (UEO) après l'échec de la Communauté européenne de défense (CED). On voit que l'Europe, en tant que mythe fondateur et représentation géopolitique, a partie liée avec la « haute stratégie » et la guerre. Il ne s'agit pas tant de « construire la paix » que de reporter les énergies belligènes aux périphéries pour parer les menaces extérieures et relever les défis de civilisation.

Il nous faut maintenant revenir sur les étroites connexions entre l'Europe et l'Occident. Etymologiquement, l'Occident renvoie à la Terre du Couchant, là où le soleil se meurt (voir le verbe « occire »). Hâtivement qualifié de crépusculaire, ce mythe est aussi une représentation géopolitique forte – chargée de puissants affects et de valeurs de civilisation – qui recoupe la notion d'Europe sans pour autant que les limites de l'Occident et celles du continent européen ne coïncident exactement. Un bref détour historique s'impose. En gestation depuis la tétrarchie de Dioclétien (284-305), l'Empire d'Occident, ou *Imperium Hesperium*, est issu du partage de l'Empire romain auquel procède Théodose (395). De langue latine, l'Occident va à Honorius quand le sort de l'Orient grec est confié à Arcadius. Quelques décennies plus tard, le chef germain Odoacre dépose Romulus Augustule et met à bas l'Empire d'Occident (476). L'Empire romain d'Orient ne connaîtra un tel sort que près de mille ans plus tard (1453).

L'Empire romain d'Occident est rétabli par Charlemagne à la Noël de l'An 800 et le nouvel empereur est dit « *Phare vénérable de l'Europe* ». C'est la première *renovatio imperii*. Après la dislocation de la puissance carolingienne, le roi Otton I^{er} de Germanie opère une seconde restauration, en 962, et le *Sacrum Imperium* prolonge dans les siècles qui suivent la Romanité. L'usage médiéval du terme d'Occident révèle alors de nombreux chevauchements avec ceux d'Empire, d'Europe et de Chrétienté. Pour autant, l'Occident médiéval ne se confond que partiellement avec l'Europe et regroupe les domaines de langue latine, non point ceux qui relèvent de l'Orient grec. A partir du schisme de 1054 s'ajoute un clivage religieux entre Chrétienté latine et Chrétienté grecque.

Les Grandes Découvertes donnent naissance outre-Atlantique à un Nouvel Occident, appendice nord-américain de l'Ancien Monde. A cette même époque, le terme d'Europe est revivifié et permet aux conquérants de se distinguer des nouveaux mondes (les Amériques, de l'Alaska à la Terre de Feu, et l'Extrême-Orient). Le mot « Occident » en vient progressivement à désigner l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord, « Orient » renvoyant désormais aux Ottomans. On notera toutefois qu'aux Etats-Unis, tout à leur « destinée manifeste », le terme d'Occident est parfois utilisé pour désigner l'ensemble de l'« Hémisphère occidental » et marque l'opposition à la « vieille Europe », immorale et corrompue. C'est à partir de 1947 que le terme d'Occident prend à nouveau une acception identitaire et polémogène, retrouvant ainsi sa vigueur. Face au nouvel « Orient rouge » des Bolcheviks, l'Occident euro-américain incarne le « Monde libre » ; l'Atlantique Nord forme la *mare nostrum* de la communauté occidentale et l'OTAN constitue son prolongement militaire.

Une fois la Guerre froide gagnée par les Etats-Unis et leurs alliés européens, les pays d'Europe centrale et orientale répondent à l'appel de l'Occident. La prospérité économique de l'Union européenne joue certes le rôle de « grand attracteur » mais plus encore l'OTAN, perçue comme l'organisation de référence de l'Occident. Sous la direction de Boris Eltsine, la Russie elle-même ne reste pas insensible et ses dirigeants entendent intégrer la communauté occidentale. Suite aux attaques islamo-terroristes du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine prononce au *Bundestag* un discours en allemand dans lequel il définit la Russie comme une puissance européenne (Discours de Berlin, 25 septembre 2001), donnant ainsi une apparente continuité à son action politique ; le Conseil OTAN-Russie est fondé à Rome le 28 mai 2002 et le partenariat UE-Russie est étendu au domaine sécuritaire. Depuis, l'option occidentale a été clairement reléguée au profit d'une vision centriste-eurasienne axée sur le renforcement d'une sphère d'influence dans les limites de la CEI (Communauté des Etats Indépendants).

Au-delà des limites de l'aire euro-atlantique, le monde occidental incorpore aussi les lointaines terres d'Australie et de Nouvelle Zélande. Peut-on sur la base d'une civilisation transocéanique à vocation universelle penser et concevoir une forme de Commonwealth panoccidental, centré sur les Etats-Unis ? De fait, divers cercles de réflexion américains s'efforcent de promouvoir de telles vues. Puissance bi-océanique ouverte sur l'Atlantique et sur le Pacifique, les Etats-Unis seraient l'« *hégémon* » de cet ensemble planétaire dont les composantes sont reliées entre elles par de puissants flux culturels, commerciaux et financiers. Confronté aux dynamiques démographiques, économiques et polémogènes des puissances émergentes et aux attaques des réseaux islamo-terroristes, cet ensemble d'envergure planétaire serait appelé à renforcer plus encore sa cohésion géopolitique. Pour ce faire, l'Occident s'entourerait de marches, d'Etats-tampons, et ses dirigeants s'efforceraient de maintenir des têtes de pont dans les autres aires de civilisation et les zones à caractère géostratégique. Ce type de représentations géopolitiques inspire par exemple la vision d'une « OTAN globale »

De telles perspectives donneraient corps à ce que l'historien britannique Arnold Toynbee nomme « Etat universel » : une forme politique impériale politiquement et militairement organisée pour contrecarrer les agressions extérieures et repousser la perspective du déclin.

Au regard de l'engagement diplomatique et militaire des Etats-Unis en Europe-Eurasie d'une part (OTAN et Partenariat pour la Paix), en Asie-Pacifique d'autre part (ANZUS), cette vision géopolitique n'est pas une simple abstraction intellectualisante et l'engagement occidental sur le théâtre afghan, Australiens et Néo-Zélandais compris, va dans le sens de relations militaires renforcées au sein de l'actuel *Commonwealth* panoccidental. Par contre, l'élargissement de l'OTAN à des puissances non-occidentales, comme le Japon et la Corée du Sud, serait autrement plus problématique. La transformation de l'OTAN en une coalition planétaire des « sociétés ouvertes » et des « démocraties de marché » s'inscrit plus dans une optique technicienne et fonctionnaliste, à la mode d'Alvin Toffler, que dans une vue-du-monde occidentale. Cela dit, il ne faut en rien négliger les puissances qui composent le « *Post-West* », au-delà des limites du monde occidental, avec lesquelles des solidarités diplomatiques et stratégiques peuvent être renforcées. On songe aux pays d'Asie orientale précédemment mentionnés, à l'Union indienne voire à quelques pays d'Asie occidentale (le Moyen-Orient), avec lesquels les Occidentaux partagent les mêmes règles de juste conduite au plan interne et externe. D'un point de vue européen, une Communauté occidentale centrée sur l'Atlantique Nord et fondée sur un axe Washington-Bruxelles demeure une idée régulatrice plus porteuse de sens que celle d'une « OTAN globale » mais l'incapacité présente de l'Union européenne à se muer en une entité politique de plein exercice reporte les échéances plus loin dans le temps. Or, c'est « ici et maintenant » que les Européens doivent faire face à l'instabilité de leur environnement, à l'Est comme au Sud, et l'heure n'est décidément pas venue de laisser périr l'OTAN, à fortiori de céder au dangereux fantasme de la « *tabula rasa* », pour faire place nette à une « Europe de la défense » portée par on ne sait quelle nécessité historique.

Au vrai, l'Occident ne désigne pas tant une étendue géographique strictement définie et délimitée, ou un système géopolitique, qu'une conception du monde qui sous-tend et englobe la diversité des expressions nationales. Pour esquisser les contours de cette « *civilisation du souci* », Paul Valéry invoquait l'héritage d'Athènes, de Rome et de Jérusalem. Il faudrait aujourd'hui intégrer pleinement l'œuvre philologique et mythographique de Georges Dumézil pour mettre en perspective le « miracle grec » et mieux appréhender les racines de l'Occident ; ne pas se limiter à une approche morphologique et existentielle de cette civilisation et souligner ses caractéristiques ontologiques : l'importance accordée à la question de l'Être, la vision de l'homme comme personne (un être moralement libre), le caractère essentiellement actif de l'Occident (Aristote caractérise l'eudémonie comme une « *énergeia* »). C'est sur ces fondements que l'Occident, comme toute grande civilisation, peut prétendre être la plus haute expression des virtualités de l'Homme.

On ne peut certes ignorer l'état présent des choses: oubli de l'Être au profit d'« étants » que l'on manipule sans interrogation sur leur nature et leur signification ; démonie de la technique et règne de la quantité; perte du sens de la hiérarchie et relativisme généralisé ; dissolution de la personne dans une « *Humanité sans mains ni pieds* » (Kierkegaard). Ce paysage de ruines porte au « pessimisme culturel ». Il n'en reste pas moins que le temps fait perpétuellement retour et notre longue histoire est animée de renaissances successives. En dernière instance, l'Occident désigne une certaine représentation de soi fondée sur un projet de conquête ou de reconquête. Il nous faut donc « maintenir » et sans cesse remettre l'ouvrage sur le métier. L'unité de l'Europe, la cohésion de l'Occident et la pérennité de notre civilisation ne relèvent pas d'une molle esthétique, moins encore d'un vague projet humanitaire. Sont en jeu l'identité et la sécurité des Européens, leur prospérité, ainsi que les équilibres géopolitiques mondiaux : « *Right or wrong, my civilization* ».

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Notes :

(1) Michel Mourre, *Dictionnaire d'histoire universelle*, tome I, Editions universitaires, 1968, p.689.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreeurope.com>).